



# Cahier des Clauses Particulières (CCP)

Marché public de fourniture et prestation de service

Objet : Fourniture d'aliments pour palmipèdes pour l'unité expérimentale  
AVIPOLE du Centre INRAE Nouvelle Aquitaine Bordeaux

## Pouvoir Adjudicateur

**INRAE**, Centre Nouvelle Aquitaine Bordeaux

71, avenue Edouard Bourlaux

33140 VILLENAVE D'ORNON

N° SIRET: 180070039 01274

## SOMMAIRE

1.	CONTEXTE.....	4
2.	OBJET.....	4
3.	TYPE DE PROCEDURE.....	4
4.	FORME DU MARCHÉ.....	4
5.	DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS.....	5
6.	VARIANTE .....	5
7.	PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ .....	5
8.	DUREE DU MARCHÉ, DELAIS D'EXECUTION.....	5
8.1.	Durée du marché .....	5
8.2.	Prolongation des délais d'exécution.....	6
9.	MARCHÉ ULTERIEUR POUR PRESTATIONS SIMILAIRES .....	6
10.	CONTENU DES PRESTATIONS.....	6
10.1.	Estimation de la consommation annuelle .....	6
10.2.	Compositions indicatives des aliments.....	7
11.	CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	8
11.1.	Livraison et règles applicables .....	8
11.2.	Les engagements des Parties.....	8
11.3.	Erreur de livraisons, livraison incomplète .....	9
11.4.	Opérations de vérification – décisions après vérification .....	9
12.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
13.	PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENTS.....	10
13.1.	Prix du marché.....	10
13.2.	Modalités de paiement .....	10
13.3.	Révision des prix.....	11
13.4.	Clause de sauvegarde .....	12
14.	AVANCE.....	12
15.	PENALITES POUR RETARD D'EXÉCUTION.....	12
15.1.	Délai d'exécution de bon de commande .....	12
15.2.	Pénalités de retard.....	12
16.	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....	12
17.	ASSURANCE .....	13
18.	MODIFICATION DU CONTRAT- CLAUSE DE REEXAMEN.....	13
19.	RESILIATION .....	13
19.1.	Résiliation pour événements extérieurs au marché .....	13
19.2.	Résiliation du fait du représentant du pouvoir adjudicateur .....	13

<b>19.3.</b>	Résiliation pour mauvaise exécution .....	13
<b>19.4.</b>	Résiliation pour motif d'intérêt général .....	13
<b>20.</b>	LITIGES .....	14
<b>21.</b>	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	14
ANNEXE : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....		15
<b>21.1.</b>	EXIGENCES REGLEMENTAIRES DE CONFIDENTIALITE ET SECURISATION DES DONNEES APPLICABLES AU TITULAIRE ET SES SOUS-TRAITANTS.....	15
21.1.1.	Conformité au RGI.....	15
21.1.2.	Conformité au RGAA.....	15
21.1.3.	Conformité au RGS .....	15
21.1.4.	Conformité à la PSSIE .....	15
21.1.5.	Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD.....	16
<b>21.2.</b>	ENGAGEMENT DU TITULAIRE .....	16
21.2.1.	Obligation de sécurisation des données.....	16
21.2.2.	Sécurisation des prestations et du Système d'Information.....	17
21.2.3.	Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle.....	17

## 1. CONTEXTE

L'unité Expérimentale AVIPOLE située sur le site d'Artiguères à BENQUET dans les Landes, permet la réalisation de projet expérimentaux sur différentes espèces Palmipèdes (Canards, Oies).

Les thématiques étudiées sont variées, allant de la génétique à la gestion du système d'élevage en passant par le comportement et le bien-être.

Les installations nous permettent d'étudier l'ensemble des maillons de la filière palmipède, allant de l'incubation des œufs à l'abattage des animaux.

## 2. OBJET

Le présent marché a pour objet la fourniture d'aliments pour Palmipèdes, pour l'Unité Expérimentale (UE) AVIPOLE, située au 1076 route de Haut-Mauco BENQUET (40280), dépendant du Centre INRAE Nouvelle Aquitaine Bordeaux.

## 3. TYPE DE PROCEDURE

La présente consultation est passée sous la forme d'un marché à procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 du code de la commande publique et R. 2123-1 à R. 2123-7 du code de la commande publique.

Le marché ne fera l'objet d'une signature par le candidat ainsi que par INRAE qu'à l'étape de son attribution.

## 4. FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant à bons de commande selon les articles R2162-2, du Code de la Commande Publique.

Le marché est conclu à prix unitaires fixés dans le Bordereau de Prix Unitaires (BPU), annexe 1 à l'Acte d'engagement.

Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande émis au fur et à mesure de l'émergence des besoins. En application des articles R 2162-13 et R 2162-14 du CCP, les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité. L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable, selon les modalités prévues ci-dessous.

Les bons de commande sont établis conformément aux prix annexés à l'acte d'engagement.

En application de l'Article R2162-4, l'accord-cadre est conclu avec un maximum en montant de 30 000€HT annuel soit 90 000€HT sur 3 ans, correspondant à la durée totale du marché toutes reconductions comprises.

Chaque bon de commande comporte les renseignements suivants :

- Les nom et adresse du titulaire
- Le numéro de l'accord-cadre (numéro du « marché ») ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- L'émetteur du bon de commande ;
- Le destinataire des prestations ;
- La description des prestations à réaliser par référence au BPU, y compris les quantités et les délais d'exécution ;
- Le montant HT par référence au BPU ;
- Le montant TTC par référence au BPU ;

- Les taux et montant de la TVA par référence au BPU
- Les montants totaux HT, TTC et TVA du bon de commande.

## 5. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS

Il n'est pas prévu de tranches. La présente consultation n'est pas décomposée en lots au sens de l'article L. 2113-1 du code de la commande publique.

La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

## 6. VARIANTE

Les variantes ne sont pas admises.

## 7. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du Marché sont, par ordre décroissant de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE);
- le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU), annexe 1 à l'acte d'engagement ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les bons de commande ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, ci-après désigné le CCAG-FCS), <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
- Les actes de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification.

**Toute clause portée à la proposition du Titulaire et contraire aux documents contractuels du présent marché est réputée non écrite.**

## 8. DUREE DU MARCHÉ, DELAIS D'EXECUTION

### 8.1. Durée du marché

Le présent marché prend effet à compter du **1<sup>er</sup> Octobre 2025**, sauf ordre de service contraire, pour une durée d'un (1) an. Il peut être reconduit de manière tacite deux (2) fois par période successive d'un (1) an sans que sa durée totale n'excède trois (3) ans. Le titulaire ne peut refuser cette reconduction tacite.

Avant chaque date anniversaire du marché, INRAE se réserve le droit de reconduire ou non le marché sous préavis de trois (3) mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

La non-reconduction de l'accord-cadre n'ouvre, en aucun cas, au profit du titulaire, un droit à une compensation financière. Le titulaire est en outre tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues jusqu'à la prise d'effet de la décision de non-reconduction.

## 8.2. Prolongation des délais d'exécution

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait d'INRAE ou d'un événement ayant le caractère de force majeure, INRAE prolonge le délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## 9. MARCHE ULTERIEUR POUR PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R2122-7 du CCP, l'acheteur se réserve le droit de confier au titulaire du marché, sans publicité ni mise en concurrence préalables, la réalisation de prestations similaires au présent marché.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## 10. CONTENU DES PRESTATIONS

### 10.1. Estimation de la consommation annuelle

Les principaux types d'aliment concernant la GAMME CANARDS et la GAMME OIES sont définis dans le tableau ci-dessous. Il est difficile d'estimer les gammes et quantités qui seront commandées car elles peuvent évoluer en fonction des projets scientifiques poursuivis par INRAE, non connus à ce jour. A titre d'information, ci-dessous les quantités moyennes commandées les 3 dernières années.

**Les quantités mentionnées ne sont qu'indicatives, et non un engagement de commande.**

#### GAMME CANARDS

Dénomination	Conditionnement	Type	Moyenne commandées sur les 3 dernières années
Préstarter	Sac	Miette	
Démarrage	Sac <b>et</b> Vrac	Granulé	15 Tonnes
Finition/Croissance	Sac <b>et</b> Vrac	Granulé	84 Tonnes
Gavage Farine	Sac <b>et</b> Vrac	Farine	9 Tonnes
Gavage grain	Vrac	Granulé	1 Tonne
Cane repro	Vrac	Granulé	
Cane pic de ponte	Sac <b>et</b> Vrac	Granulé	
Maïs concassé	Sac	Grain	

#### GAMME OIES

Dénomination	Conditionnement	Type	Moyenne commandées sur les 3 dernières années
Repro entretien	Sac <b>et</b> Vrac	Granulé	
Repro ponte	Sac <b>et</b> Vrac	Granulé	

## 10.2. Compositions indicatives des aliments

Les aliments proposés devront se rapprocher des valeurs ci-dessous. L'entreprise pourra proposer des compositions différentes qui devront être détaillées. Ils doivent répondre aux besoins correspondant au stade physiologique des animaux. En cas de modification de la composition des aliments durant le marché, le titulaire devra en informer INRAE pour validation par le Pouvoir Adjudicateur avant envoi des prochaines commandes.

Dénomination / Taux EMv Enz Nut	Matière première principale	Taux%
Démarrage / 2797,993	Blé grain Maïs grain sud -ouest classe A Drêches de maïs Tourteaux de tournesol 35 Tourteau de colza déshuile Tourteau de soja 48 trace 0.9% Son de blé Maïs support classe A Betterave Mélasse Carbonate de calcium Farine Lysine Base Liquide 50 % SANOF Phosphate Bicalcique V Sel Raffiné M.H.A. Liquide PREFAB DEM 55 0.2% S 25KG Choline Chlorure 75 % liquide vrac RONOZYME WX 1000 DILUT (ex CT) SAC20KG QUANTUM BLUE 5G 500	39.907 19.15 8.00 8.00 7.00 4.85 4.6 3.0 2.0 1.825 0.520 0.400 0.250 0.208 0.200 0.060 0.015 0.015
Croissance / 2859,948	Blé grain Maïs grain sud -ouest classe A Tourteaux de tournesol 35 Tourteau de colza déshuile Son de blé Drêches de maïs Maïs support classe A Betterave Mélasse Carbonate de calcium Farine Lysine Base Liquide 50 % SANOF Sel Raffiné VRAC PREMIX VOLAILLE ENZ SOAL 0.2% BB M.H.A. Liquide Choline Chlorure 75 % liquide	39.203 27.1 10.00 6.7 5.9 3.35 3.00 2.00 1.700 0.375 0.305 0.200 0.127 0.040
Gavage	Maïs Prodigav acid spl bb 1250kg Farine de maïs type FIII Prophorce AC610	96.9 2.0 1.0 0.1

Les constituants analytiques de ces aliments seront à présenter sur l'offre technique. Ils doivent répondre aux besoins correspondant au stade physiologique des animaux.

L'entreprise devra pouvoir, à la demande d'INRAE, proposer la possibilité d'avoir un aliment dont la formulation est spéciale. Dans la mesure où le respect des normes techniques figurant au Cahier des Clauses Particulières conduirait le titulaire à réaliser une formulation spéciale, celui-ci ne pourra, dans le cas où il la commercialiserait, faire référence à INRAE qu'avec l'accord de ce dernier.

## 11. CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ

### 11.1. Livraison et règles applicables

A la signature du marché, un protocole de chargement/déchargement sera signé entre INRAE et l'entreprise extérieure. Ce document rappelle les modalités d'accès au site, les modalités de stationnement, les consignes de sécurité, les risques identifiés et les mesures de prévention mises en œuvre. Ce protocole sera accompagné d'un plan du site avec la localisation de tous les lieux de déchargement.

Ces conditions sont détaillées dans le protocole de sécurité chargement /déchargement et le cahier des charges livraison.

Quelle que soit l'implantation géographique du fournisseur, le délai de livraison minimale **ne devra pas excéder 72H** dans les jours ouvrés dès réception de la commande.

Les prestations demandées seront principalement livrées à l'adresse suivante :

**Unité expérimentale AVIPOLE**  
**1076 Route de Haut-Mauco**  
**40280 BENQUET**

et/ou sur un autre site dont l'adresse de livraison sera indiquée sur le bon de commande.

Pour réduire les risques sanitaires induits par la livraison d'aliment, les silos sont à l'intérieur du site. Il n'y a pas de possibilité de livrer de l'extérieur. Pour cela, la désinfection des roues avant d'entrer sur la partie élevage du site pour les commandes vrac est obligatoire. Les palettes de sacs sont déchargées à l'entrée du site.

Les modalités de livraison et désinfection peuvent être amenées à évoluer en fonction de la réglementation.

Toute observation de détérioration d'emballage ou mélange de différentes catégories d'aliment lors de la livraison devra être signalé à l'arrivée. Ce signalement pourra entraîner la non acceptation de cette livraison.

Les livraisons sur palettes consignées entraîneront une reprise d'un nombre équivalent de celle-ci dans la mesure du possible.

### 11.2. Les engagements des Parties

	Engagements INRAE	Engagements Fournisseur d'aliment
<b>Sécurisation du site</b>	Fermeture du site, accès réglementé, revue des accès et des sens de circulation. Maintien des accès en bon état. ⇒ <b>Transmission du plan du site</b> à jour au fournisseur d'aliment	⇒ Livraison heures d'ouverture (8h-12h / 13h30 – 16h30) ⇒ Se présenter à l'accueil à l'arrivée ⇒ Respect du sens de circulation, Respect des consignes sur site ⇒ <b>Remettre les documents de livraison</b> à l'accueil



<b>Planification commandes</b>	Réduire le nombre de camion entrant sur le site ⇒ <b>Grouper les commandes</b> pour livraison par camion	⇒ Jours de livraisons à préciser dans l'offre : ⇒ Commande minimum 72 h avant livraison
<b>Organisation des livraisons</b>	⇒ <b>Préparation et maintien de la propreté des silos</b> pour la livraison (fermé, abords propres) ⇒ <b>Identification des silos</b> avec un n° attribué à chaque silo ⇒ <b>Contrôle</b> des palettes à réception. (Quantité ; état)	Maintien de la propreté et hygiène : ⇒ Avant livraison, <u><b>nettoyage et désinfection de l'extérieur du camion</b></u> ⇒ Avant d'entrer sur le site <b>désinfection des roues obligatoire.</b> ⇒ Dans la mesure du possible être livré en 1 <sup>er</sup> lors de la tournée si plusieurs clients à livrer pour éviter toutes les contaminations. ⇒ Les palettes d'aliment en sac seront vérifiées et déposées à l'entrée du site.

### 11.3. Erreur de livraisons, livraison incomplète

INRAE est un centre de recherche qui développe des essais parfois sur plusieurs années, une erreur dans l'aliment utilisé peut remettre en cause tous les résultats de la recherche et être préjudiciable pour les animaux.

En cas d'erreur de livraison, l'entreprise s'engage à venir reprendre l'aliment en question par ses propres moyens et à livrer le bon aliment, dans un délai le plus court possible, au maximum dans les 24H suivant la livraison (week-end inclus le cas échéant). Ces opérations de reprise et de nouvelle livraison seront à la charge de l'entreprise.

La quantité demandée lors du bon de commande, devra être respectée dans la mesure du possible. Dans le cas où le titulaire effectuerait une livraison partielle il devra en informer en amont INRAE pour acceptation du reliquat et livrer le complément de commande dans les plus brefs délais.

### 11.4. Opérations de vérification – décisions après vérification

Cet article complète les articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS.

INRAE pourra procéder à des prélèvements sur les aliments livrés, de manière à confirmer que les produits livrés correspondent aux spécifications demandées.

- Vérifications quantitatives
  - ✓ Pesées
  - ✓ Etat des emballages et marquages
  - ✓ Date de fabrication
- Vérifications qualitatives
  - ✓ Analyses
  - ✓ Calibrages

La composition des aliments devra être conforme à la législation en vigueur. A la demande de l'administration, le titulaire sera tenu de communiquer au chef de service responsable ou à son représentant habilité, la formule détaillée et l'analyse complète de chaque aliment.

Pour tous les aliments, les mesures analytiques et zootechniques, nécessitées par les contrôles, seront effectuées par INRAE à ses frais.

En cas de contestations sur les performances, l'expertise pourra comporter :

- ✓ une analyse chimique
- ✓ une analyse microscopique
- ✓ une analyse bactériologique

Les prélèvements nécessaires à l'opération seront effectués dans les locaux de l'administration et les analyses réalisées dans les conditions décrites ci-dessus.

Le délai maximal imparti à l'administration pour procéder à ces analyses est fixé à vingt jours. Au cas où des tests d'efficacité de plus longue durée s'avèreraient nécessaires, l'administration en avisera le titulaire par lettre recommandée en indiquant le délai dans lequel elle pourra se prononcer sur la réception des produits.

Si, à l'issue de ces vérifications, le produit n'était pas jugé acceptable, l'administration pourra exiger le remplacement de la totalité du lot.

La réception définitive des produits livrés sera prononcée par le responsable de l'unité expérimentale destinataire ou son représentant habilité auquel aura été livré l'aliment incriminé.

## 12. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées par le représentant d'INRAE conformément aux dispositions prévues par les articles 27 à 33 du CCAG FCS.

Les opérations de vérification ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par INRAE.

Les opérations de vérification qualitative concernent chaque aliments mis à disposition de l'unité AVIPOLE. Ces opérations ont pour but de constater que leurs caractéristiques techniques sont en conformité avec les attendus spécifiés dans le présent marché et l'offre du titulaire.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG. -FCS., le titulaire n'assistera pas aux opérations de vérification.

## 13. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENTS

### 13.1. Prix du marché

Le présent accord-cadre à bon de commande, est traité à prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées. Ces prix sont définis dans le Bordereau de Prix Unitaire (BPU) annexé à l'Acte d'engagement. Son montant maximum est de 90 000€ HT sur la durée totale du marché, reconduction comprise.

Les prix sont établis, hors taxes, pour les prestations définies au présent Cahier des Clauses Particulières (CCP). Ils sont en conformité avec la réglementation des prix. Le taux de TVA qui sera appliqué sera celui en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf dispositions réglementaires contraires.

Ces prix unitaires comprennent toutes charges fiscales, parafiscales, ainsi que tous les frais afférents à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, le déchargement ainsi que tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations. Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire. Les prix seront **franco de port**.

### 13.2. Modalités de paiement

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas

échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe en application des textes précités.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par l'INRAE que par dépôt au format PDF sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire
- Le numéro du marché
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- Le numéro du bon de commande
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRAE Nouvelle-Aquitaine Bordeaux.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte bancaire ou postal indiqué par le titulaire (**joindre un RIB**).

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

### 13.3. Révision des prix

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur à la date de « limite de remise des offres ».

Les prix sont fermes durant les trois premiers mois et seront ensuite révisables à la hausse comme à la baisse tous les trois mois.

Le titulaire devra proposer par mail daté et signé, un nouveau bordereau de prix, au moins 5 jours avant le terme du trimestre en cours. Il se servira du modèle vierge du BPU (annexe 1 à l'Acte d'engagement).

Les révisions de prix appliquées par le titulaire devront prendre en compte l'évolution des indices INSEE en rapport avec l'objet des prestations.

INRAE se réserve le droit de demander au titulaire de produire les éléments de calcul et les justificatifs sur lesquels il s'est fondé pour déterminer la révision des prix applicable au marché. En cas de discordance manifeste entre l'évolution du barème des prix du titulaire et l'évolution des indices INSEE, INRAE demandera au titulaire la production du barème modifié.

Pour chaque demande de révision de prix, le Pouvoir adjudicateur transmet par mail son accord ou son refus. Le silence du Pouvoir adjudicateur pendant un délai de 15 jours vaut acceptation de la demande de révision.

En cas d'accord, les prix révisés sont applicables dès le 1<sup>er</sup> jour du nouveau trimestre qui suit la demande de révision.

En cas de révision de prix accepté par INRAE, le titulaire devra joindre systématiquement à la facture dans ChorusPro le tarif public ou barème et le BPU révisé.

#### 13.4. Clause de sauvegarde

Dans le cas où cette révision bouleverserait l'économie générale de l'accord-cadre telle qu'elle est établie à la date de signature de ce dernier, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 10 % au trimestre.

### 14. AVANCE

Sans objet.

### 15. PENALITES POUR RETARD D'EXÉCUTION

Les pénalités prévues à l'article 14 du CCAG FCS s'appliquent au présent marché.

#### 15.1. Délai d'exécution de bon de commande

Le présent marché s'exécute au moyen de bons de commandes adressés, par la gestionnaire de l'unité INRAE AVIPOLE au titulaire par mail principalement.

Le délai de livraison usuel ne doit pas excéder **3 jours ouvrés maximum** à compter de la réception du bon de commande.

#### 15.2. Pénalités de retard

Les pénalités prévues à l'article 14 du CCAG FCS s'appliquent au présent marché.

Les pénalités seront appliquées si les délais de livraison dépassent la date prévue. L'INRAE se réserve un droit de refuser la livraison tardive.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 3000$$

Dans laquelle :

- P correspond au montant de la pénalité
- V correspond à la valeur des fournitures ou services sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard de l'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable
- R correspond au nombre de jours de retard.

### 16. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

INRAE, conscient de ses responsabilités à l'égard de l'environnement, s'est engagé dans une politique de développement durable. Cette politique est notamment soutenue par une démarche environnementale visant, à terme, la certification ISO 14001 des unités expérimentales (UE), dont fait partie l'unité AVIPOLE.

L'UE vise donc à atteindre des objectifs d'excellence et d'exemplarité dans le domaine de la recherche agronomique, en matière de protection de l'environnement, en fonction des moyens et techniques disponibles.

Dans un souci de réduction de son empreinte carbone, l'UE souhaite privilégier les matières premières les plus proches possibles du site de l'Unité AVIPOLE.

Le candidat décrira dans son offre les mesures qu'il met en œuvre pour limiter les emballages et réduire les déchets. Il précisera également ces principaux fournisseurs et son périmètre d'approvisionnement moyen dans le cadre du marché.

## **17. ASSURANCE**

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire.

## **18. MODIFICATION DU CONTRAT- CLAUSE DE REEXAMEN**

Conformément aux dispositions des articles R. 2194-3 et R. 2194-4, le marché peut être modifié en cours d'exécution, sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles. Cela s'applique également en cas de situation imprévisible rendant impossible l'exécution du marché aux conditions initiales, (article 25 du CCAG-FCS).

La clause de modification du contrat sera mise en œuvre sur simple décision du pouvoir adjudicateur, par avenant.

## **19. RESILIATION**

Les stipulations du CCAG-FCS définies au chapitre 7 sont applicables.

### **19.1. Résiliation pour événements extérieurs au marché**

Ce marché peut être résilié en raison d'événements extérieurs au marché (conditions définies à l'article 39 du CCAG-FCS).

### **19.2. Résiliation du fait du représentant du pouvoir adjudicateur**

Ce marché peut être résilié en raison d'événements liés au marché (conditions définies à l'article 38 du CCAG-FCS).

La résiliation du marché consécutive à un événement lié au marché n'entraîne aucune indemnisation en faveur du titulaire.

### **19.3. Résiliation pour mauvaise exécution**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le présent marché, pour faute ou aux torts exclusifs du titulaire (avec exécution à ses frais et risques) dans les cas suivants définis à l'article 41 du CCAG-PFCS;

Lors de mauvaises exécutions successives pour le même motif, le pouvoir adjudicateur est dispensé d'une nouvelle mise en demeure : il pourra résilier immédiatement le marché, quel que soit le délai écoulé entre la mise en demeure et la mauvaise exécution entraînant la résiliation.

Dans le cas où la résiliation est consécutive à une carence du Titulaire, ce dernier ne pourra en aucun cas prétendre à indemnité.

### **19.4. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le présent marché peut être résilié pour motif d'Intérêt Général, sans indemnisation, après information du titulaire dans un délai raisonnable.

La résiliation pour motif d'Intérêt Général ne peut résulter que d'un courrier exprès adressé au titulaire avec avis de réception.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-FCS, aucune indemnité ne sera octroyée au titulaire du marché, quelle que soit la cause de la résiliation du présent marché.

## 20. LITIGES

En cas de différend né à l'occasion de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable à leur litige.

A défaut d'accord, le Tribunal Administratif de Bordeaux est seul compétent.

### **Tribunal administratif de Bordeaux**

9 Rue Tastet

CS 21490

33063 Bordeaux Cedex

05.56.99.38.00

[greffe.ta-bordeaux@juradm.fr](mailto:greffe.ta-bordeaux@juradm.fr)

URL : <http://bordeaux.tribunal-administratif.fr/>

## 21. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 12 du présent CCP déroge à l'article 27.3 du CCAG-FCS

L'article 19.4 du présent CCP déroge à l'article 42 du CCAG-FCS

L'article 19.4 du présent CCP déroge à l'article 40 du CCAG-FCS

Établi à Villenave d'Ornon le 26 Juin 2025

# ANNEXE : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

## 21.1. EXIGENCES REGLEMENTAIRES DE CONFIDENTIALITE ET SECURISATION DES DONNEES APPLICABLES AU TITULAIRE ET SES SOUS-TRAITANTS

L'offre du titulaire respecte les obligations posées par le présent CCAP. De plus, la gestion des données doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM.

La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

### 21.1.1. Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016. (JORF n°0095 du 22 avril 2016 texte n° 1)

Informations concernant le RGI :

<http://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

### 21.1.2. Conformité au RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Il stipule que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Informations concernant le RGAA :

<http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

### 21.1.3. Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité est pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,  
Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS :

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

### 21.1.4. Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformatons/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

#### 21.1.5. Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>), et plus largement :

- Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,
- L'offre technique du titulaire présente sa politique de protection des données, sa politique de sécurité des données et le cas échéant, l'analyse de risque et l'étude d'impact sur la vie privée de la solution proposée. Si l'étude ne peut être réalisée au stade de l'offre, le titulaire s'engage à la fournir lors de l'exécution du marché et avant mise en production de la solution.

L'étude d'impact est nécessaire dans les cas visés par la CNIL sur son site : <https://www.cnil.fr/fr/ce-quil-faut-savoir-sur-lanalyse-dimpact-relative-la-protection-des-donnees-aipd>

- En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-TIC et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données INRAE obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données INRAE, pourra être exigée par l'Institut auprès du titulaire.
- Le titulaire s'engage, le cas échéant, après notification et avant mise en production de la solution, à contractualiser avec INRAE un contrat de sous-traitance RGPD

Selon le montant du marché, le contrat RGPD choisi par INRAE sera au choix :

- Le contrat type de sous-traitance RGPD issu de la DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2021/915 DE LA COMMISSION du 4 juin 2021 <https://www.cnil.fr/fr/commande-publique-quel-acteur-est-responsable-au-regard-du-rgpd>
- Le contrat type de sous-traitance RGPD publié par la CNIL <https://www.cnil.fr/fr/sous-traitance-exemple-de-clauses>

## 21.2. ENGAGEMENT DU TITULAIRE

#### 21.2.1. Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage donc notamment à :

- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales,



- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,
- Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données,
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, présenter à l'Institut la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent accord-cadre,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés,
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données,
- Restituer l'intégralité des données exigées par INRAE puis détruire l'ensemble des données INRAE détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché. Un mode de preuve de cette destruction est proposé par le titulaire dans son offre,
- Lors des phases de développement, test et recette, ne pas utiliser les données personnelles réelles contenues dans les bases,
- Mettre à la disposition d'INRAE les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par INRAE.

#### 21.2.2. Sécurisation des prestations et du Système d'Information

Au titre de la sécurisation des prestations et du SI, le titulaire s'engage notamment à :

- Remettre à INRAE, dans le cadre de son offre technique, le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) lié aux prestations du marché ainsi que chacune de ses mises à jour ayant eu lieu pendant la durée du celui-ci. Lorsqu'elle est disponible, le titulaire fournit sa politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI).
- Le PAS pourra évoluer pendant la durée du marché afin de présenter à minima les mesures de sécurisation concernant :
  - La sensibilisation et la formation des personnels et autres mesures de sécurité organisationnelles,
  - Les développements spécifiques,
  - L'hébergement des données et des services,
  - La gestion des incidents de sécurité du titulaire,
  - Le maintien en condition de sécurité,
  - La politique de gestion des postes de travail des intervenants de la prestation objet du marché,
  - La conformité et les démarches de contrôle interne.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire et notamment fournir sa PAS au même titre que le titulaire.

#### 21.2.3. Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle

Dans tous les cas, les parties s'engagent, dans le cadre de traitement de données à caractère personnel à des fins de gestion de la relation contractuelle et de l'exécution du présent contrat, à respecter le règlement européen EU 2016/679 (GDPR) du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que les lois nationales applicables relatives à la protection des données à caractère personnel.

A des fins exclusives de gestion de la relation contractuelle et d'exécution du présent marché, les parties peuvent collecter, stocker, partager et traiter les données personnelles des personnes impliquées dans la gestion et l'exécution

du présent marché telles que : nom, téléphone professionnel, adresse professionnelle, fonction, identifiants de connexion.

Les parties prendront toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger et sécuriser ces données. Les parties mettront tout en œuvre pour empêcher tout traitement non autorisé ou illégal de ces données.